ISBN 978-92-64-03416-7
Enseignement supérieur et régions
Concurrence mondiale, engagement local
© OCDE 2007

Chapitre 7

La contribution de l'enseignement supérieur au développement social, culturel et environnemental : Surmonter les obstacles

On n'envisage souvent le développement régional qu'en termes économiques, en pensant avant tout au développement fondé sur les technologies. Cet examen thématique donne cependant au concept un sens plus large. Ce chapitre a pour objet d'examiner les modalités de l'engagement, sous toutes ses formes, des établissements d'enseignement supérieur vis-à-vis de la communauté. À travers les études de cas, il analyse les comportements et les pratiques des établissements d'enseignement supérieur en matière de développement social, culturel et environnemental à l'échelle régionale, non seulement en tant que levier du développement économique, mais également en tant que fin en soi. Trois facteurs déterminants ont ainsi pu être identifiés : premièrement, l'existence d'un cadre favorable, deuxièmement, la création de réseaux permettant une collaboration durable et troisièmement, des situations locales de nature à faire naître un sentiment d'urgence.

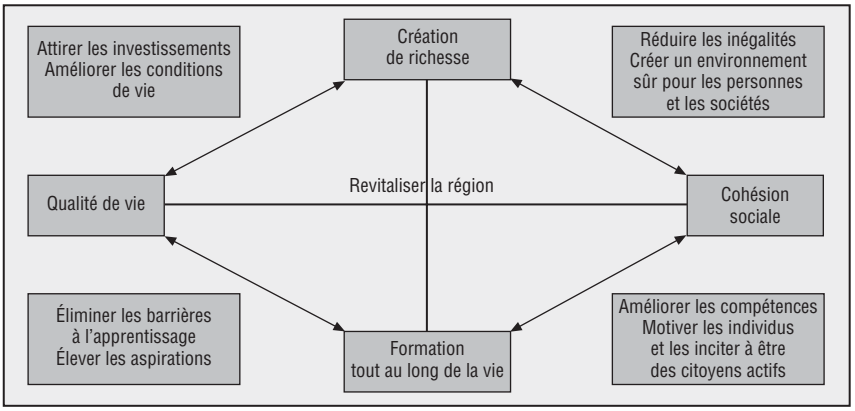
Si le développement social, culturel et environnemental a des effets positifs indirects évidents sur l'activité économique, il présente également des avantages intrinsèques qui sous-tendent et stabilisent la croissance économique d'une part et qui profitent directement à la communauté en termes de santé et de bien être, de cohésion sociale et de diversité culturelle d'autre part. Il contribue en outre à la création d'un environnement naturel et résultant de l'activité humaine qui soit propre, sain, durable, qui se régénère lui-même et où existent des institutions solides et utiles, parmi lesquelles les établissements d'enseignement supérieur (EES) eux-mêmes. Le coût de l'exclusion et de l'appauvrissement sociaux et culturels se mesure au non-respect de la loi et de l'ordre et aux dépenses engagées en vue de faire appliquer la loi, ainsi qu'au manque de revenus des personnes peu instruites, au chômage, et au coût des services de santé et des prestations sociales destinés aux malades des cités et des quartiers défavorisés. La même logique s'applique aux dégâts environnementaux dont le coût est peut-être plus simple à calculer et qui font de plus en plus couramment l'objet de déclarations d'impact. (Voir par exemple OCDE, 2006i ; OCDE, 2007d, à paraître.)

L'idée selon laquelle les EES appartiennent à leur communauté et sont à son service remonte au moins au milieu du XIXe siècle en ce qui concerne les établissements créés dans le cadre des lois Morrill (Land Grant institutions) aux États-Unis. Bien qu'ils aient des missions et des passés différents, la plupart des EES considèrent qu'ils ont un rôle social et culturel à jouer. Ils sont une source de dynamisme dans les zones urbaines et rurales, créent les bibliothèques et contribuent au travail des services médicaux et sociaux, aux activités de recherche dont la communauté tirera bénéfice ainsi qu'au développement culturel et environnemental. Leur personnel et leurs étudiants assument leur rôle de citoyens et mènent des activités bénévoles en siégeant au sein des instances des autorités locales et en créant ou en animant des associations au sein de la communauté, ce qui enrichit le capital humain et social de la région. Certaines disciplines, en particulier les sciences médicales et sociales et la formation à l'enseignement permettent aux étudiants de s'investir dans des activités qui contribuent au bien-être de la communauté, parfois en tant que bénévoles ou gratuitement et parfois dans le cadre de stages. L'action du milieu universitaire peut consister à fournir des équipements ou des services médicaux ou hospitaliers ou encore, dans le domaine du droit, à apporter une aide juridique aux personnes défavorisées et dans le besoin par exemple.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Les EES peuvent être une source de dynamisme et jouer un rôle important dans la revitalisation des villes et des régions. Ces dernières peuvent prendre un nouvel élan en déployant des efforts complémentaires et cumulatifs en termes de formation formelle et informelle, d'initiatives économiques, de mesures sociales et de pratiques culturelles/interculturelles, toutes ces actions ayant des effets de réciprocité les unes par rapport aux autres. On constate un effet cumulatif si ces mesures ne sont pas uniquement prises dans le but de créer un environnement favorable à l'activité économique et susceptible d'attirer les investisseurs, mais également dans un souci de répartition des richesses, de cohésion sociale, d'élimination des barrières à l'éducation et d'élévation des aspirations (Bélanger, 2006). Le graphique 7.1 ci-dessous décrit un modèle de revitalisation régionale.

Graphique 7.1. **Revitaliser la région, adaptation du modèle de Barnley**



Source : Bélanger, 2006.

La présente étude de l'OCDE met en lumière un certain nombre d'activités liées au rôle des EES dans les domaines social, culturel et environnemental. Si un grand nombre de ces initiatives sont excellentes en elles-mêmes, elles demeurent souvent marginales. L'objectif prioritaire de ces efforts concertés est indéniablement l'accroissement de la compétitivité des entreprises et l'obtention de résultats quantifiables liés à cette compétitivité. On observe cependant que le fait de se concentrer uniquement sur les entreprises, la compétitivité et les progrès technologiques risque d'entraîner un sentiment d'exclusion chez les personnes isolées géographiquement et en marge de la société, ainsi qu'une exploitation imparfaite des ressources humaines. Aborder les questions de l'action sociale et citoyenne et du développement durable dans une perspective économique peut être cependant nécessaire pour mettre les questions sociales, culturelles et environnementales au centre des préoccupations.

La santé et le bien public

Les EES participent généralement dans une large mesure aux services de santé et d'intérêt général, notamment en termes de modernisation des quartiers et de développement de la communauté. Ces formes d'engagement dans des services publics représentent une part importante des activités menées par l'enseignement supérieur et les régions, mais le travail des EES à l'échelle régionale est souvent négligé. Pourtant les travaux de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé montrent que les activités de recherche de pointe de niveau international ne sont nullement compromises par la coopération et la mise en application à l'échelle régionale.

Les EES contribuent à favoriser la bonne santé, la sécurité, la bonne condition physique et le bien-être social en général de la population de leur région grâce à leurs cursus d'études, leurs activités de recherche, leurs services et leurs infrastructures. On peut notamment citer l'exemple de Busan, en Corée, où sont menées diverses activités dans les domaines médicaux, sociaux et de la santé, parmi lesquelles on trouve toute une gamme de programmes destinés aux différentes catégories de population dans le besoin. Le rôle que jouent les centres médicaux universitaires en matière de santé publique est renforcé par l'action d'associations qui rendent bénévolement des services à la communauté, par des services médicaux gratuits et par des activités de proximité spécifiques. Dans le Nord-Est de l'Angleterre, qui accuse un certain retard sur bien des points dans le domaine de la santé, l'université de Durham accueille l'Observatoire de la santé publique régional qui travaille en collaboration avec l'Agence régionale pour le développement en vue de transformer les données de la région en informations utiles à la mise en place de politiques de santé efficaces. Les travaux de l'Institut de recherches Wolfson, sur le campus du Queen's College à Stockton, lequel fait partie de l'université de Durham, portent essentiellement sur la médecine, la santé et le bien-être des individus, ainsi que sur la qualité de l'environnement, et s'intéressent plus particulièrement à ces questions dans le Nord-Est de l'Angleterre. Aussi la région est-elle devenue un véritable laboratoire de recherche universitaire. L'unité de cancérologie de l'université de Newcastle est pour sa part intégrée au système de santé de la région. Au Danemark, les EES travaillent en étroite collaboration avec le système de santé publique. Ainsi l'Institut Alexandra à Aarhus mène des projets de R-D portant sur des innovations liées aux TIC et adaptées aux utilisateurs et destinées aux hôpitaux et au milieu de la santé publique.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la population vieillit rapidement. Il est donc nécessaire de maintenir les seniors – qui sont souvent peu qualifiés – dans le monde du travail, ainsi que d'œuvrer en faveur de l'autonomie fonctionnelle des personnes les plus âgées afin de limiter les coûts des

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

services sociaux et de santé. La présente étude de l'OCDE montre que la nécessité de relever ce défi est une préoccupation prioritaire, notamment en Finlande et en Corée, deux pays où l'évolution démographique est particulièrement rapide. Alors que la région de Jyväskylä en Finlande a d'ores et déjà pris des mesures visant à mobiliser l'enseignement supérieur sur cette question de manière plus systématique, celle de Busan ne semble pas s'être engagée encore dans la voie d'une stratégie intégrée de développement des activités et services destinés aux seniors dans laquelle les EES pourraient jouer un rôle central. Cette différence n'est peut-être pas uniquement due à la petite taille et au nombre limité d'EES dans le centre de la Finlande, mais tient peut-être aussi au fait qu'à Jyväskylä, l'exercice de la gérontologie s'appuie sur des connaissances pluridisciplinaires solides au sein de ces établissements et au fait qu'il existe une tradition très ancienne d'intervention au sein de la communauté. Les pouvoirs publics régionaux et locaux encouragent fortement ces pratiques puisque leurs services sociaux sont d'éventuels futurs acquéreurs des technologies et systèmes qui sont mis au point (voir l'encadré 7.1).

Revitalisation de la communauté et développement des zones rurales

Dans les zones urbaines en déclin, les EES peuvent exercer une influence positive grâce à leur campus ainsi qu'à leurs autres biens immobiliers, en proposant par exemple des logements étudiants ou des services de transports peu onéreux pour les étudiants. S'ils s'associent aux autorités locales et municipales, les établissements peuvent contribuer à rendre le centre-ville plus attrayant, en participant entre autres à la création de parcs et de jardins ou à des projets concernant la sécurité ou les loisirs. En faisant appel à des prestataires extérieurs pour divers services dans les domaines financiers, de la restauration, du nettoyage, etc., les EES peuvent œuvrer en faveur de l'emploi dans les zones urbaines et rurales en crise où se situe leur campus.

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent également exploiter leurs compétences de base, à savoir la recherche et l'enseignement, pour donner un nouvel élan à des zones défavorisées. Par exemple, dans la région de Twente (Pays-Bas) la réhabilitation du quartier de Roombeek à Enschede est le fruit d'un partenariat entre deux EES et les autorités locales. Elle sert de support à des activités de recherche et fait l'objet de plusieurs projets de thèses sur le thème de la reconstruction d'une banlieue dévastée lors d'une catastrophe industrielle en 2000. Cette démarche qui repose sur un partenariat en vue de réaliser une rénovation complète est d'ores et déjà saluée comme un succès et imitée ailleurs. Cette expérience est atypique parce qu'elle résulte d'un événement dramatique précis et concerne la réadaptation d'une zone urbaine pauvre.

Encadré 7.1. **Les efforts communs déployés dans la région de Jyväskylä pour relever les défis du vieillissement de la population**

La Finlande est l'un des pays de l'OCDE où le phénomène de vieillissement de la population est le plus rapide. On observe des disparités démographiques régionales particulièrement marquées dans le centre du pays. Ainsi la petite communauté de Luhanka, située dans la partie méridionale de cette région, est « la plus vieille » du pays avec 33 % de sa population âgée de plus de 65 ans, alors que pour l'ensemble de la région, ce chiffre ne s'élève qu'à 17 %. De plus, la région de Jyväskylä, en plein cœur du pays, est l'une des aires métropolitaines finlandaises où la croissance est la plus rapide. En raison d'une évolution structurelle rapide, elle accuse un certain retard par rapport à la moyenne nationale en termes de taux de chômage à long terme et parmi les jeunes, ainsi que du point de vue de la proportion de la population aidée par les services sociaux. Les évolutions démographiques et structurelles sont étroitement liées à l'offre de services sociaux et médicaux.

Les bonnes pratiques en matière de collaboration entre l'enseignement supérieur et les acteurs régionaux et nationaux se traduisent notamment par la mise en œuvre du *Programme WIRE* dont l'objet est d'améliorer la qualité de vie et l'intégration sociale des chômeurs de longue durée. L'université des sciences appliquées de Jyväskylä travaille donc avec une vaste gamme d'acteurs dans le but d'aider ces personnes à retrouver un emploi. Ce programme existe depuis plus de dix ans et s'appuie sur un large éventail de mesures de réadaptation tant sur le plan physique que social, notamment grâce à une clinique spécialisée dans la réadaptation qui est également un centre de formation des étudiants dépendant de l'université. Un grand nombre de partenaires issus des secteurs publics, privés et tiers sont impliqués. La démarche du programme WIRE s'est avérée efficace puisqu'elle permet de redonner de l'autonomie aux chômeurs de longue durée en les encourageant à acquérir de nouvelles compétences et en leur faisant regagner le monde du travail. Sur la période 2000-2004, le programme a aidé 800 personnes à retrouver un emploi, ainsi non seulement celles-ci ne sont plus à la charge de la société, mais elles contribuent à l'accroissement des richesses aux niveaux régional et national. Le centre national de recherche et de développement pour le bien-être et la santé (STAKES) a reconnu officiellement l'efficacité exemplaire du programme WIRE qui travaille en collaboration étroite avec les services sociaux des municipalités du centre de la Finlande. Enfin ce programme est également l'un des plus performants avec lesquels travaille le réseau EuroHealthNet dont l'action vise à éliminer les inégalités en matière de santé en Europe.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Encadré 7.1. **Les efforts communs déployés dans la région de Jyväskylä pour relever les défis du vieillissement de la population** *(suite)*

Dans les années 90, le parc scientifique de Jyväskylä a lancé un programme spécial de développement de l'industrie du bien-être associant l'enseignement et la recherche universitaires. Au cours des dix années suivantes, la région s'est engagée afin de faire en sorte que la recherche de pointe dans les domaines de la santé et de l'activité physique chez les personnes âgées débouche sur la création de produits et de services utiles aux seniors pris en charge par les autorités municipales. Les différentes activités reposent sur des connaissances pluridisciplinaires solides au service de la gérontologie et sur la recherche fondamentale qui est financée par l'Académie de Finlande. Le *Gerocenter*, fondation indépendante où siègent des représentants de la société civile et financée par l'Association finlandaise des machines à sous (RAY), a été créé pour faciliter la mise au point de systèmes et de services destinés à une population vieillissante mais active. Le *Wellness Dream Lab* permet de créer des produits issus de la recherche. L'université des sciences appliquées de Jyväskylä mène des activités de recherche appliquée sur le terrain dans des hôpitaux et au sein de structures de services à la communauté, de même qu'elle forme des praticiens. Un certain nombre d'entre eux participent en outre aux programmes de recherche de l'université de Jyväskylä dans le cadre d'études de deuxième et troisième cycles. Le *Human Technology Forum* permet aux acteurs concernés de se rencontrer et d'échanger connaissances et expériences. Un bâtiment (Viveca) appartenant au Parc scientifique et géré par ce dernier abrite un certain nombre d'entités faisant partie de cette chaîne, notamment des entreprises issues de la recherche universitaire.

Les industries traditionnelles du Nord-Est de l'Angleterre ont connu un déclin rapide. L'université de Sunderland, les pouvoirs publics et des donateurs privés ont donc uni leurs efforts en vue de faire renaître la région de Wearside, sinistrée depuis l'effondrement du secteur de la construction navale, tandis que l'université de Durham travaille dans la zone défavorisée de Stockton grâce à son nouveau campus, celui de Queen's College. À Newcastle, les deux universités participent à la réhabilitation des quartiers ouest ainsi que d'autres zones de la ville et de la région.

Au Canada, l'université de Mount Allison dirige le Rural and Small Town Programme qui aide les personnes et les institutions à faire progresser des communautés rurales et des petites villes dans une optique de développement durable. Ce programme associe la recherche et l'action en produisant et en favorisant le partage de nouvelles connaissances, en mettant au point des

outils directement utilisables par les acteurs concernés et en proposant des services d'information et de formation.

Divers réseaux de revitalisation des zones rurales agissant sous l'égide d'EES ont été mis sur pied, notamment dans le centre de la Finlande, dans la région de Twente aux Pays-Bas et dans le Nord-Est de l'Angleterre. Un projet en milieu rural mené par l'université de Twente (*Kansrijk Eigen Baas* ou KEB) soutient l'innovation et les entreprises dans les zones rurales en déclin, en collaboration avec une banque locale qui accorde des prêts d'un montant peu élevé. L'université de Newcastle dirige le *Northern Rural Network* qui regroupe plus de 600 chercheurs et spécialistes du développement rural issus de sociétés, d'organismes publics et d'associations bénévoles de la région et des régions voisines de Cumbria, du Lancashire et du North Yorkshire, dans le but de contribuer au développement rural et régional. Ce réseau a mis en place un modèle de développement rural axé sur les forces locales. Près de 400 sociétés ont pu tirer parti du travail réalisé par des étudiants. Cette démarche est unique en ce sens qu'elle parvient à exploiter les moyens limités des micro-entreprises et du milieu associatif. Les adhésions, qui sont gratuites, ont plus que doublé au cours des trois dernières années.

Les industries culturelles et créatives

La culture en tant que levier du développement peut :

- se traduire par une amélioration de la qualité de vie;
- provoquer un enrichissement indirect en attirant et en retenant les catégories de population les plus créatives qui sont les moteurs de la société du savoir ;
- apporter une contribution directe aux activités d'industries créatives à travers l'entrepreneuriat, la croissance, la productivité et l'emploi.

Les établissements d'enseignement supérieur sont à même de concourir à faire progresser la culture dans une région et à améliorer la qualité de vie de la communauté. Ils peuvent le faire grâce à des programmes d'études axés sur la culture et à des projets de recherche permettant de sensibiliser l'opinion publique, d'éclairer l'élaboration des politiques et de proposer des services à des groupes d'origines culturelles diverses. Les EES peuvent s'associer aux différents groupes culturels afin de les aider à développer leurs capacités pour mieux servir leurs membres. Ils peuvent également mettre à la disposition du public un large éventail d'infrastructures dédiées à la culture comme des musées, des bibliothèques, des galeries d'art, des orchestres, des auditoriums, des installations sportives et des stations de radio ainsi que des chaînes de télévision locales. Ils peuvent en outre financer des festivals et des spectacles culturels, offrir des services de spécialistes et participer à des initiatives et à des événements culturels.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Pour Richard Florida (2002), toute économie prospère est stimulée par la présence de « populations créatives » attirées par les villes remarquables par les talents qui s'y expriment, la tolérance qui y règne et le recours aux technologies modernes. Les EES peuvent contribuer à établir un lien entre les aires métropolitaines (et les pays) et les courants mondiaux de connaissances et de talent, de sorte que les régions deviennent plus concurrentielles. En outre, ils sont capables de promouvoir l'intégration et la cohésion sociales en favorisant la diversité, le multiculturalisme et la tolérance au sein de la communauté (voir par exemple Gertler et Vinodrai, 2004). Ce faisant, ils donnent une dimension internationale à leur région, enracinent durablement la créativité et les activités de création et ont un effet positif sur les investissements. Cependant, dans la plupart des cas, il n'existe aucune stratégie globale visant à associer l'internationalisation des activités des EES et le développement de la région afin de promouvoir la diversité et la culture à l'échelle régionale, ce qui susciterait l'intérêt des personnes et des sociétés et les attirerait. Aucune mesure volontariste n'est prise pour rapprocher les étudiants étrangers et le corps enseignant de la région et de ses activités professionnelles. On observe enfin que ni les réseaux internationaux des EES, ni les compétences de leurs anciens étudiants ne sont exploités.

Les populations créatives sont étroitement liées au capital humain et à la création d'entreprises. On constate qu'au Royaume-Uni, les industries créatives sont celles dont la croissance est la plus rapide. Ainsi entre 1997 et 2002, la croissance de ce secteur a été deux fois plus rapide que celle des autres secteurs d'activité avec une moyenne de 6 % par an. Le secteur de la création représente 8 % du PIB du Royaume-Uni et emploie près de 2 millions de personnes. Les exportations ont progressé de 11 % par an en moyenne sur la même période, apportant plus de 11 milliards de GBP à la balance commerciale, ce qui représente une contribution supérieure à celle des secteurs de la construction, de l'assurance et des retraites et le double de celle de l'industrie pharmaceutique. Les diplômés spécialisés dans les arts créatifs, le design et les médias possédent souvent l'esprit d'entreprise et environ un tiers des diplômés de premier cycle qui travaillent à leur propre compte sont issus de ces disciplines. Ce secteur est l'un de ceux où le niveau de qualification est le plus élevé, 43 % de ces professionnels ayant obtenu un diplôme de deuxième ou troisième cycle, contre 16 % en moyenne pour l'ensemble de la population active. (DCMS, 2006)

Le secteur de la création est aussi un moteur de la croissance à l'échelle mondiale : il représente 7 % du PIB et sa croissance progresse de 10 % par an. Un certain nombre de pays, de régions et de villes, à l'image du Queensland, de la Nouvelle-Zélande, de Hong-Kong (Chine) et de Singapour, ont mis au point des stratégies visant à accroître les répercussions économiques de ce

secteur. La Chine investit pour sa part lourdement dans les industries créatives en donnant un sens très large au concept de créativité. (DCMS, 2006)

Certaines des régions sur lesquelles porte l'étude de l'OCDE se sont fixé pour objectif de devenir des « zones créatives » avec l'aide de leurs établissements d'enseignement supérieur. Dans le Trøndelag en Norvège, les autorités locales et régionales s'efforcent de donner de Trondheim l'image d'une ville créative. L'État du Nuevo León au Mexique a lancé le projet *Regia Metrópoli* dont le but est de promouvoir le patrimoine historique et culturel de la région. La région de Busan en Corée s'emploie à développer le concept « *Dynamic Busan* » en donnant un nouvel élan à son centre culturel de façon à attirer les investissements et le capital humain. Le Festival international du film de Busan, qui existe depuis plus de dix ans et qui est le plus grand festival cinématographique d'Asie, est soutenu de diverses manières par plusieurs EES dont la volonté commune est de redonner une identité culturelle forte à la région. Parmi les nombreux exemples de collaboration à long terme dans le domaine artistique, on mentionnera par exemple le cas de la région transfrontalière d'Öresund où le Fonds pour la coopération culturelle joue un rôle important dans la promotion d'une culture tenant davantage compte de la diversité des communautés dans le détroit. On observe en outre que les EES et leur ville ou leur région associent leurs efforts pour créer de nouveaux lieux où l'on peut mener en collaboration des activités culturelles (dans la région de Twente, Pays-Bas, à Aalborg au Danemark et dans une moindre mesure dans la région de Jyväskylä par exemple).

Cependant, d'une manière générale, les acteurs au sein des EES comme en dehors n'exploitent pas encore complètement toutes les possibilités de collaboration, de partenariat et de promotion qu'offrent la culture et les industries créatives. Diverses expériences menées dans tout le Royaume-Uni montrent que le développement du secteur de la culture peut avoir des retombées directes sur la revitalisation, l'accroissement des investissements et la croissance des zones métropolitaines. Ainsi des entreprises ont été attirées par le développement d'un centre culturel et créatif dans le quartier Nord de Manchester et le quartier de Quayside à Newcastle. L'exemple du Nord-Est de l'Angleterre montre l'importance des projets phares qui parviennent à mobiliser les énergies en vue de développer la région. Il souligne également l'importance de la collaboration entre EES et acteurs régionaux (voir l'encadré 7.2).

Si les industries créatives et de la culture sont parfois perçues comme élitistes, les activités sportives peuvent quant à elles être ouvertes à toutes les catégories sociales. De nombreux EES proposent des activités sportives à leurs étudiants et à leur personnel en mettant leurs installations à leur disposition, mais il est rare que le sport soit utilisé comme un instrument de développement régional. Dans le Nord-Est de l'Angleterre, on considère

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Encadré 7.2. **La contribution des industries culturelles et créatives au processus de développement régional**

La candidature commune de Newcastle et de Gateshead au titre de Capitale européenne de la culture pour le Royaume-Uni a attiré l'attention sur le rôle de la culture dans les zones métropolitaines. Même si cette candidature a finalement été rejetée, elle a représenté un objectif concret autour duquel un large éventail de partenaires publics, privés et issus de la communauté, notamment les établissements d'enseignement supérieur, se sont rassemblés. Si l'on envisage les choses à long terme, cette candidature en vue d'obtenir le titre de Capitale de la culture n'a constitué qu'une aventure s'inscrivant dans le cadre d'un élan de grande envergure reposant sur une multitude de projets et de réseaux régionaux, parmi lesquels on peut notamment citer *L'Année des arts visuels* en 1996 et la mise en œuvre de la stratégie Culture 10.

Les universités du Nord-Est de l'Angleterre exploitent toutes les possibilités de collaboration, de partenariat et de promotion de la culture et des industries culturelles qui sont perçues comme autant de moyens de stimuler la croissance de la région. Elles coopèrent dans le but de faire renaître la culture locale et soutiennent notamment deux grands projets menés sur la Tyne : le *Baltic Contemporary Arts Centre* et le *Sage Gateshead Music Centre*. Chaque université a ses propres points forts en termes de développement culturel. Ainsi le Centre pour la politique et la gestion culturelle de l'université de Northumbria propose des conseils, assure la direction de projets et mène des activités de recherche en rapport avec la politique culturelle, de même qu'il travaille en étroite collaboration avec les différents acteurs du milieu de la culture de la région. L'université de Newcastle, en partenariat avec le *Sage Gateshead Music Centre* et les autres universités de la région, a créé un Centre national d'excellence d'enseignement et d'apprentissage de la musique qui utilise notamment la musique en guise de trait d'union entre la communauté et un large éventail de cursus universitaires. L'université est également à la tête d'un réseau d'institutions locales qui s'efforcent de créer un Quartier culturel qui fera du point de rencontre entre la ville et l'université un lieu d'activités sociales et culturelles. L'association régionale de l'enseignement supérieur et son comité spécialisé dans les questions culturelles jouent le rôle d'intermédiaires dans le cadre de tous ces projets.

toutefois que le sport est très efficace quand il s'agit de faciliter l'échange de connaissances entre les EES et les membres de la communauté. Le sport permet d'aplanir les différences et contribue à l'équilibre et à l'instruction de la population active, c'est donc un facteur d'équité sociale qui exerce une influence positive sur la vie quotidienne des membres de la communauté[1].

La viabilité écologique

Les EES peuvent contribuer au développement environnemental durable de leur région de diverses manières, notamment en :

- développant le capital humain de la région à travers leurs programmes d'enseignement et leurs cursus de deuxième et troisième cycles dans les domaines liés au développement durable ;
- mettant leur expertise au service de leur région à travers leurs activités de recherche, l'offre de conseils et la mise en application de leurs connaissances ;
- jouant un rôle d'intermédiaire capable de réunir les différents acteurs régionaux et les ressources dans une optique de développement durable;
- montrant l'exemple à suivre à travers la gestion et le développement de leur campus, leur planification stratégique, la conception de leurs bâtiments, la réduction des déchets et les économies d'eau et d'énergie, des politiques d'achat responsables et des initiatives citoyennes comme la promotion d'un « campus vert » ;
- saluant et récompensant les membres de leur personnel qui s'engagent dans des initiatives de promotion du développement durable menées par des membres de la communauté régionale.

Les EES ne sont pas seulement des consommateurs d'énergie non renouvelable et des producteurs de CO_2, ils sont aussi des sources de connaissances technologiques et organisationnelles dans le domaine de l'environnement. Au cœur du défi mondial que représente le développement durable se trouve le lien entre les possibilités offertes par les recherches axées sur les technologies (par exemple l'exploitation des sources d'énergie géothermique) et leur prise en compte dans le cadre des mesures adoptées par la communauté au sens large. Les acteurs régionaux et locaux tels que les autorités locales peuvent avoir une influence dans ce domaine, par exemple à travers la politique d'aménagement du territoire. Les étudiants, anciens et actuels, peuvent également, en tant que futurs acteurs et façonneurs d'opinion responsables, jouer un rôle essentiel au sein des systèmes de formation régionaux et mondiaux. Intégrer le développement durable aux cursus d'études peut donc avoir des répercussions à long terme sur le monde du travail dans le sens où étudiants et diplômés pourront œuvrer en faveur de l'environnement en transmettant leurs connaissances. Pour ce faire, l'action des acteurs régionaux à l'extérieur des EES et celle de ces derniers doivent être concertées.

Lors de la première conférence sur l'environnement humain qui s'est tenue à Stockholm en 1972, on a souligné le fait que l'éducation avait un rôle fondamental à jouer pour que le développement durable soit un succès. Depuis, les progrès qui ont été réalisés demeurent inégaux. L'Organisation des

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Nations Unies a rappelé l'urgence de la situation en 2005 en instaurant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Les stratégies adoptées par la suite pour l'Europe/Amérique du Nord, l'Australie/Asie et l'Afrique reposent essentiellement sur la nécessité de mettre en place des politiques nationales d'éducation dans ce domaine. Un certain nombre de pays, parmi lesquels les Pays-Bas, le Royaume-Uni et, dans une certaine mesure, les pays scandinaves, ont d'ores et déjà mis en œuvre de telles politiques.

En matière de préservation de l'environnement, de nombreux établissements d'enseignement supérieur ont commencé à adopter des mesures, à exprimer leur intérêt et à faire part de leur vision ou sont sur le point de le faire. Certains ont mis en place des modalités de gestion de leurs équipements et propriétés ainsi qu'une politique vis-à-vis de leurs fournisseurs destinées à limiter la consommation d'énergie. Ils s'emploient en outre à réduire les déplacements, sources de CO_2, de leurs enseignants et de leurs étudiants. Des établissements proposent en outre un large éventail d'activités de R-D et de services de conseil susceptibles d'aider les professionnels locaux à adopter des pratiques compatibles avec la préservation de l'environnement. Par exemple, dans l'État du Nuevo León au Mexique, il existe sur le campus de l'ITESM à Monterrey un Centre pour la qualité de l'environnement qui, depuis 1961, propose une vaste gamme de formations, d'activités de recherche, de services de conseil et de laboratoire, de cours de perfectionnement ou de formations tout au long de la vie dans le domaine de la qualité de l'environnement. Dans le centre de la Finlande, la démarche adoptée par les deux EES en matière de développement respectueux de l'environnement repose sur la complémentarité du travail réalisé par les instituts polytechniques et par les universités avec une participation à la fois directe et indirecte de la communauté en vue d'atteindre l'objectif fixé qui est d'éliminer le recours aux combustibles fossiles dans la région d'ici à 2015. Aux îles Canaries, le Forum pour le développement durable réunit les établissements d'enseignement supérieur et divers organismes publics et autres dans un contexte souvent marqué par l'antagonisme entre les deux universités. La région doit donc trouver un moyen d'exploiter au mieux leurs énergies pour que ces établissements servent ses intérêts.

Sunshine-Fraser Coast : la mise à profit des actifs locaux

Sur la *Sunshine-Fraser Coast* en Australie, le système d'enseignement supérieur forme les étudiants locaux tout en s'efforçant d'attirer d'autres étudiants dont les droits de scolarité assureront un revenu stable aux établissements qui les accueillent. C'est ce qu'a choisi de faire l'université de la Sunshine Coast en s'investissant pleinement dans des disciplines qui présentent un intérêt pour la région et dans le cadre desquelles l'environnement local

représente un « laboratoire » intéressant permettant de réaliser des études de cas. L'université propose donc des cursus dans les domaines de l'étude du littoral, du tourisme marin et des biotechnologies végétales et marines. Elle a en outre noué des partenariats avec des entreprises locales et mis sur pied une infrastructure qui lui permet de proposer ces cursus au contenu directement exploitable à l'échelle locale en bénéficiant d'un avantage concurrentiel. L'Institut pour la viabilité, la santé et l'engagement régional (*Institute for Sustainability, Health and Regional Engagement ou iSHARE*) est le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit ce travail (voir l'encadré 7.3).

Encadré 7.3. **L'Institut pour la viabilité, la santé et l'engagement régional (iSHARE)**

L'Institut pour la viabilité, la santé et l'engagement régional (iSHARE) de l'université de la Sunshine Coast constitue une plate-forme de recherche où se rejoignent les disciplines liées à l'environnement et celles qui sont liées à la santé. Des représentants de la communauté, des dirigeants d'entreprises et des chercheurs se réunissent au sein d'un comité consultatif régional qui doit définir ses priorités. Un groupe chargé de procéder à des analyses comparatives internationales fait part de ses suggestions et donne son avis sur les activités qui sont menées. La coopération en matière de recherche sous l'égide de l'Institut iSHARE a par exemple donné lieu à la création du Centre de recherche et de formation de Fraser Island, en collaboration avec le village et la station balnéaire de Kingfisher Bay.

Situés sur Fraser Island, ce laboratoire d'enseignement et de recherche et son camp dédié à la découverte de l'environnement permettent de mener des recherches et de dispenser un enseignement de pointe dans les domaines de l'environnement et de l'écotourisme. Étant donné la participation financière importante du secteur privé de la station balnéaire de Kingfisher Bay et les échanges entre l'université et la station en vue d'identifier les projets de recherche et de formation les plus pertinents, ce centre représente un modèle de collaboration fructueuse. Cette initiative a permis d'accroître les moyens de recherche de l'université et de renforcer l'offre d'activités écotouristiques proposées par la station balnéaire de Kingfisher Bay.

Cependant, d'après la présente étude de l'OCDE, les cas de collaboration dans le domaine de la viabilité écologique restent marginaux. L'expérience internationale dans ce domaine montre que les actions menées individuellement par les établissements universitaires ne peuvent être efficaces isolément et qu'il est nécessaire d'agir à l'échelle du système éducatif dans son ensemble, en procédant en outre à des changements organisationnels au sein des établissements qui appartiennent à ce système. C'est par exemple ce que fait le

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Royaume-Uni grâce au Groupe d'intégration de la viabilité (*Sustainability Integration Group* ou SIGnet), un organisme composé de représentants de toutes les institutions qui planifient, financent et réglementent l'activité du secteur de l'enseignement supérieur, avec l'aide du Forum for the Future. Il est en outre indispensable de nouer des partenariats stratégiques entre les établissements d'enseignement supérieur et leur région. On pourra ainsi agir de façon déterminante en matière de viabilité écologique en général et contre le réchauffement de la planète en particulier.

Le cas du Nuevo León au Mexique

Dans l'État du Nuevo León, les priorités en matière de développement communautaire sont définies par les autorités au niveau de l'État dans le cadre de leur Plan de développement. Son objectif est de transformer l'image très urbaine de l'aire métropolitaine de Monterrey grâce à un ensemble de projets menés avec les différentes municipalités et grâce à la construction d'un centre urbain utilisant certains symboles qu'incarneront des centres culturels, de loisirs, éducatifs et religieux.

Ces efforts sont soutenus par l'engagement et la prise de responsabilités de la société que favorise le service social étudiant obligatoire dans le cadre de tout cursus d'études en vertu de la législation fédérale. S'il existe un débat national sur les modalités de fonctionnement de ce service social, ce dernier peut néanmoins avoir des répercussions importantes sur la société mexicaine. Il maintient efficacement les services à la communauté au cœur des activités des EES (voir l'encadré 7.4) (voir également OCDE, 2006).

Les programmes mis au point par les EES eux-mêmes sont remarquables par les partenariats qu'ils créent et par leur capacité à s'appliquer à tous les secteurs à travers un engagement s'inscrivant dans la durée. On n'observe cependant que de rares cas de collaboration systématique entre institutions. Le service social obligatoire ne donne lieu à aucune mesure incitative ni à aucun suivi des résultats. Il serait plus efficace de mener des projets communs et de proposer des services culturels et des activités sportives de qualité au public par exemple.

Conclusion : De l'université entrepreneuriale à l'université impliquée dans la vie de la société

Si la contribution au sens large de l'enseignement supérieur au développement communautaire et culturel semble relativement faible dans de nombreuses régions, il existe néanmoins quelques exceptions notables puisque certains EES assument pleinement leur rôle de « bon citoyen

Encadré 7.4. **Le service social obligatoire pour les étudiants de l'enseignement supérieur au Mexique**

Les étudiants mexicains inscrits dans les EES publics (ainsi que dans certains établissements privés) ont l'obligation d'effectuer un service social. Mis en place dans les années 40 pour venir en aide aux populations rurales et urbaines en difficulté, ce service peut désormais se faire au sein d'entreprises ou d'organismes publics à l'échelle de la municipalité, de l'État ou de l'État fédéral, grâce à des programmes de coopération et à des accords entre institutions. Il dure six à 12 mois avec une durée minimale de 480 heures. Le principe d'un service social étudiant obligatoire pour obtenir son diplôme d'enseignement supérieur offre des perspectives intéressantes à la société. S'il représente un instrument efficace capable de contribuer au développement de la région, il se limite souvent à une action d'assistance paternaliste au lieu de concourir à la réalisation des objectifs de développement de la communauté. Il conviendrait, pour exploiter pleinement les possibilités offertes par le service social, de nouer des liens plus étroits entre les programmes de coopération dont il fait l'objet et les initiatives de développement local. Il serait également judicieux de mettre en place des mesures incitatives valorisant ce travail et de réaliser un suivi des résultats obtenus.

Le Centre pour la solidarité et la philanthropie de l'université de Monterrey permet à la communauté universitaire de s'investir dans des programmes de travail communautaire destinés à responsabiliser les individus et à favoriser le progrès social. Des cursus d'études en Réalité mexicaine, Éthique et Responsabilité sociale et en Développement communautaire sont liés à des projets de service social dans ces domaines. L'université de Monterrey travaille depuis 20 ans avec des populations défavorisées et participe à plus d'une centaine de programmes de collaboration avec les différents organismes des services sociaux.

régional ». Trois facteurs déterminants facilitent l'implication des EES dans le développement régional :

- l'existence d'un cadre favorable grâce à l'action des pouvoirs publics (par exemple à travers la législation et l'octroi de crédits) ;
- la création de réseaux permettant une collaboration durable ;
- des situations locales de nature à faire naître un sentiment d'urgence.

Ces facteurs déterminants sont réunis dans des proportions variables dans deux des cas examinés dans le cadre de cette étude. Au Mexique, le service social obligatoire pour les étudiants inscrits dans des EES associé à la situation locale est de nature à renforcer les services à la communauté. Cette

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

stratégie étant appliquée à l'échelle nationale, le Mexique présente un modèle intéressant pour les pays qui souhaitent impliquer leur système d'enseignement supérieur dans l'action sociale par les voies de la formation et de l'évaluation. Dans le Nord-Est de l'Angleterre, l'existence depuis de longues années d'une association régionale de l'enseignement supérieur et les difficultés de la région éloignée du pouvoir politique et accusant un retard important en termes socio-économiques incitent les différentes parties à unir leurs efforts pour atteindre un objectif commun. Dans ce second cas, la méthode est appliquée à l'échelle régionale, mais au Mexique comme au Royaume-Uni, les EES, malgré leurs identités et leurs passés distincts, considèrent que le fait de s'engager pour le bien de la communauté fait partie de leur mission et de leur travail. La forme que prend cet engagement varie en fonction de la nature et de la situation géographique des établissements, ainsi que des besoins socio-économiques et de revitalisation propres à la ville ou à la région.

Cependant, en règle générale, le développement communautaire et les questions culturelles à plus long terme, même dans des circonstances moins dures sont relativement négligés. Le contexte politique national des pays étudiés, les pressions dont les EES font l'objet et la conduite de ces établissements dans ce contexte peuvent expliquer cette situation. Les difficultés liées à l'évaluation des retombées et à l'insuffisance des ressources, notamment l'absence de récompenses pour les établissements et les membres du personnel, pèsent sur tous les aspects du développement dans un sens plus large. L'octroi de fonds pour le développement régional correspond le plus souvent à la mise en œuvre de projets ponctuels, à une vision à court terme et à un objectif économique précis. Les promotions au sein du corps professoral dépendent généralement des publications et non de l'implication dans des activités relevant de la « troisième mission » de l'université. La définition étriquée d'objectifs à court terme conditionnant les revenus des établissements va à l'encontre de la création des infrastructures tant sociales qu'économiques nécessaires à un développement durable (et souvent mesurable). Fondés sur des indicateurs comparatifs souvent inspirés par une logique de concurrence dans une optique nationale, ces objectifs portent également préjudice à la diversité régionale sur laquelle pourrait s'appuyer un mouvement de décentralisation.

Pour que la participation des EES au processus de développement régional s'intensifie, il est indispensable que ceux-ci évaluent leur engagement en faveur du développement social, culturel et environnemental de leur région, puis fassent connaître les conclusions de leur évaluation en mettant l'accent sur les pratiques les plus performantes à l'échelle locale ou ailleurs[2]. Il conviendrait ensuite de mettre au point des stratégies impliquant à la fois les EES et les instances publiques concernées dont les ressources devraient

permettre de mener des programmes d'action spécifiques au sein des EES[3]. Cependant, tant que les pouvoirs publics aux niveaux national et régional (et à plus forte raison aux niveaux de l'Union européenne et d'autres entités internationales) ne placeront pas les enjeux sociaux, culturels et environnementaux au cœur de leurs préoccupations, la question de la contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional restera accessoire.

Enfin, dans l'intérêt général, il est nécessaire que toutes les connaissances produites par l'enseignement supérieur soient accessibles, qu'elles soient exploitées au profit de la société au sens large et non dans l'intérêt exclusif du milieu universitaire et surtout que la société participe à la production de ces connaissances. Pour le Conseil de l'Europe (2002) il relève de la responsabilité de l'enseignement supérieur de renforcer l'attachement des citoyens au maintien d'actions publiques favorables au bien-être de la société dans son ensemble en dépassant toute considération d'intérêt personnel. C'est à l'enseignement supérieur de promouvoir les valeurs des structures et des procédures démocratiques, de la citoyenneté active, des droits de l'homme et de la justice sociale, de la viabilité écologique et du dialogue. S'il s'agit là d'aspirations abstraites et mondiales, le mot « citoyen » a pour sa part une connotation territoriale bien précise. La plupart des bienfaits et des maux de la société moderne deviennent transparents à l'échelle d'une ville ou d'une région et les débats publics qu'ils suscitent et qui mènent à l'action peuvent et doivent être entendus par les EES qui travaillent en collaboration avec des partenaires régionaux. La capacité de ces différents partenaires à entamer un dialogue serein fait l'objet du chapitre suivant.

Notes

1. Les services des sports des cinq universités du Nord-Est de l'Angleterre se sont unis afin de s'engager de façon innovante dans les activités sportives destinées aux communautés locales. Ces universités ont fait appel à leurs étudiants qui travaillent désormais avec les jeunes des communautés locales afin de les aider à acquérir un certain esprit d'initiative et des compétences utiles au quotidien, tout en développant leurs aptitudes sportives. Les partenaires sont actuellement en train d'élaborer le concept d'universités du sport destinées à nouer des partenariats plus étroits avec les communautés locales.
2. Le personnel et les étudiants des EES dirigent des associations actives au sein de la communauté et assument des responsabilités au sein des autorités locales, enrichissant ainsi le capital humain et social de leur région. Seuls quelques établissements ont pris la peine de répertorier systématiquement les liens et les réseaux de leur personnel. On manque donc généralement d'informations exhaustives qui permettraient de savoir « qui » s'investit dans « quoi » et qui offriraient donc la possibilité de faire participer les EES au développement régional de façon plus structurée.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

3. Il y a plusieurs façons d'aborder cette question complexe dont les ramifications sont nombreuses. Diverses méthodes peuvent aider les établissements à analyser de manière globale leur engagement en matière de développement régional, social, culturel et environnemental : 1) en distinguant les actions sociales, culturelles et économiques et en attribuant une note à chacune d'entre elles de manière à évaluer les performances de l'établissement; 2) en définissant différentes procédures et méthodes visant à contribuer efficacement au développement social, culturel et environnemental afin de déterminer ce qui fonctionne ou non en matière de développement autonome, de liens avec l'extérieur, de partenariats et de mise en œuvre; et 3) en séparant les activités qui s'intègrent aux programmes d'enseignement et de recherche traditionnels des activités complémentaires.

Bibliographie

Agarval et Henderson (2002), « Putting Patents in Context: Exploring Knowledge Transfer from MIT », *Management science*, janvier 2002.

Aghion P. et P. Howitt (1998), *Endogenous Growth Theory*, The MIT press, Cambridge.

Arbo, P. et P. Benneworth (2007), *Understanding the Regional Contribution of Higher Education Institutions: a Literature Review*, *OECD Education Working Paper, No.* 9, OECD, Paris, *www.oecd.org/edu/workingpapers*.

Arbo, P. et P. Benneworth (2007), *Understanding the Regional Contribution of Higher Education Institutions: a Literature Review*, *OECD Education Working Paper,* No. 9. OECD, Paris, *www.oecd.org/edu/workingpapers*.

Asheim, B. et M. Gertler (2005), « The Geography of Innovation », in J. Fagerberg *et al.* (éds.), *Oxford Handbook of Innovation*, Oxford University Press, Oxford.

Audretsch, D.B. et M.P Feldman (1996), « Innovative Clusters and the Industry Life Cycle », *Review of Industrial Organization*, vol. 11, n° 2, pp.253-273.

Bachtler, J. (2004), « Innovation-led Regional Development: Policy Trends and Issues », Rapport présenté à la Conférence de l'OCDE sur l'innovation et le développement régional dans un contexte de transition vers l'économie de la connaissance, Florence, Italie, 25 novembre 2004.

Bélanger, P. (2006), « Concepts and Realities of Learning Cities and Regions », in C. Duke, L. Doyle and B. Wilson (éds.), *Making Knowledge Work. Sustaining Learning Communities and Regions*, National Institute of Adult Continuing Education (NIACE), Asford Colourpress, Gosport.

Bender, T. (1988), Introduction in Bender, T. (éd.), *The University and the City, from Medical Origins to the Present*, Oxford University Press, New York/Oxford, pp. 3-10.

Best, M. (2000),« Silicon Valley and the Resurgence of Route 128: Systems Integration and Regional Innovation », in J. Dunning (éd.), *Regions, Globalization and the Knowledge-Based Economy*, Oxford University Press, Oxford.

Binks, M. (2005), *Entrepreneurship Education and Interactive Learning,* National Council for Graduate entrepreneurship (NCGE) Policy Paper n° 1, *www.ncge.org.uk/downloads/policy/Entrepreneurship_Education_and_Integrative_Learning.doc*.

Birch, D.L. (1987), *Job Creation in America: How Our Smallest Companies Put the Most People to Work*, Free Press, New York.

Brennan, J. et R. Naidoo (2007), « *Higher Education and the Achievement of Equity and Social Justice » in* Higher Education Looking Forward (HELF), European Science Foundation: Forward Look, à paraître.

Brunner, J.J., P. Santiago, C. García Guadilla, J. Gerlach et L. Velho (2006), *OECD Thematic review of Tertiary Education. Mexico. Country Note*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dataoecd/22/49/37746196.pdf*.

Brusco, S. (1986), « Small Firms and Industrial Districts: The experience of Italy », in D. Keeble et E. Wever (éds.), *New firms and regional development in Europe,* Croom Helm, London, pp. 184-202.

Burt, R. (2002), « The Social Capital of Structural Holes », *New Directions in Economic Sociology*, Russel Sage, New York.

Christensen, J.-L., B. Gregersen et A. Rogaczewska (1999), « Videnskinstitutioner og innovation » (Knowledge Institutions and Innovation), DISKO project, Report n° 8, Erhvervsudviklingsraden (Council for the Development of Economic Life), Copenhague.

Centre for Urban and Regional Development (CURDS) (2005), *OECD Territorial Review of Newcastle and the North East,* OCDE, Paris.

Clark, B.R. (1998), *Creating Entrepreneurial Universities: Organizational Pathways of Transformation*, Pergamon-Elsevier Science, Oxford.

Clark, (2006), OCDE, *Thematic Review of Tertiary Education. Country Report: United Kingdom*, OECD, Paris, *www.oecd.org/dataoecd/22/3/37211152.pdf.*

Cook, P. (2004), « University Research and Regional Development », European Commission, Research Director-General.

Coulombe, S., J.-F. Tremblay et S. Marchand (2004), « Literacy Scores, Human Capital and Growth Across 14 OECD Countries », *Statistics Canada*, Ottawa.

Council of Europe (2006), *Declaration on Higher Education and Democratic Culture: citizenship, human rights and civic responsibility*, Strasbourg, 22-23 juin 2006, *http://dc.ecml.at/contentman/resources/Downloads/Declaration_EN.pdf* (consulté en janvier 2007).

Crawford, E., T. Shinn et S. Sörlin (1993), « The Nationalization and Denationalization of the Sciences. An introductory essay », in E. Crawford, T. Shinn et S. Sörlin (éds.), *Denationalizing Science. The Contexts of International Scientific Practice*, Kluwer, Dordrecht.

Davies, J., T. Weko, L. Kim et E. Thustrup (2006), *Thematic Review of Tertiary Education: Finland Country Note*, OCDE, Paris, *www.oecd.org/dataoecd/51/29/37474463.pdf.*

Department for Culture, Media and Sport (DCMS) (2006), *Developing Entrepreneurship for the Creative Industries. The Role of Higher and Further Education*, DCMS, Londres.

DfES, DTI, DWP, HM Treasure (2003), *21st Century Skills: Realising Our Potential (Individuals, Employers, Nation)*, The Stationery Office, Londres.

Drabenstott, M. (2005), *Review of the Federal Role in Regional Economic Development*, Federal Reserve Bank of Kansas City.

Etzkowitz, H. et L. Leydesdorff (2000), « The Dynamics of Innovation: from National Systems and "Mode 2" to a Triple-Helix of University-Industry-Government Relations », *Research Policy*, vol. 29, n° 2, pp. 109-123.

Felsenstein, D. (1996), « The University in the Metropolitan Arena: Impacts and Public Policy Implications », *Urban Studies*, vol. 33.

Florida, R. (2002), *The Rise of the Creative Class and How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Basic Books, New York.

Florida, R. (2005), « The World is Spiky», *Atlantic Monthly*, Boston.

Forum for the Future (2006), Forum for the Future website, *www.forumforthefuture.org.uk*, consulté le 12 janvier 2007.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Friedman, T. (2005), *The World is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century*, Farrar, Straus et Giroux, New York.

Fundación Conocimiento y Desarrollo (2005), *Informe CYD 2005: La contribución de las universidades españolas al desarrollo*, Fundación CYD, Barcelone.

Gertler, M. et T. Vinodrai, (2004), Anchors of Creativity: How Do Public Universities Create *Competitive and Cohesive Communities?*, Department of Geography, University of Toronto.

Gibb, A. (2005), Towards the Entrepreneurial University: Entrepreneurship Education as a Lever for Change.

Gibbons, M., C. Limoges, H. Nowotny, S. Schwartzman, P. Scott et M. Trow (1994), *The New Production of Knowledge: The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Sage, London.

Goddard, J., D. Charles, A. Pike, G. Potts et D. Bradley (1994), *Universities and Communities: a Report for the Committee of Vice-Chancellors and Principals*, Centre for Urban and Regional Development Studies, Newcastle University, Newcastle.

Goddard, J.B. et P. Chatterton (2003), The response of universities to regional needs, in F. Boekema, E. Kuypers, R. Rutten (éds.), *Economic Geography of Higher Education: Knowledge, Infrastructure and Learning Regions*, Routledge, Londres.

Goddard, J.B. (2005), « Supporting the Contribution of HEIs to Regional Developments Project Overview », article présenté à la Conférence OCDE/IMHE, Paris, 6-7 janvier 2005.

Goldstein, H. et M. Luger (1993) « Theory and Practice in High-Tech Economic Development », in D.R. Bingham et R. Mier (éds.), *Theories of Local Economic Development: Perspectives from across the Disciplines*, Sage Publications, Newbury Park.

Grubb, N., H.M. Jahr, J. Neumüller et S. Field (2006), *Equity in Education. Thematic Review. Finland Country Note,* OCDE, Paris, *www.oecd.org/dataoecd/49/40/36376641.pdf*.

HEFCE (Higher Education Funding Council for England) (2006), *Widening Participation: a Review*, Rapport du ministre d'État de l'Enseignement supérieur et de la Formation tout au Long de la Vie par le HEFCE, *www.hefce.ac.uk/widen/aimhigh/review.asp*.

Innovation Associates Inc. (2005), *Accelerating Economic development through University technology Transfer*, inspiré du rapport du Comité de transfert de technologie et de la commercialisation du Connecticut auprès du Conseil de compétitivité du gouverneur, *www.innovationassoc.com*.

Joaquin B.J, P. Santiago, C. García Guadilla, J. Gerlach et L.Velho (2006), *Thematic Review of Tertiary Education: Mexico Country Note*, *www.oecd.org/dataoecd/22/49/37746196.pdf*

Kaldor, N. (1970), « The Case for Regional Policies », *Scottish Journal of Political Economy*, vol. 17, n° 3, pp. 337-348.

Kline, S.J. et N. Rosenberg (1986), « An Overview of Innovation », in R. Landau et N. Rosenberg (éds.), *The Positive Sum Strategy: Harnessing Technology for Economic Growth,* National Academy Press, Washington, DC, pp. 275-304.

Laursen, K. et A. Salter (2003), « The Fruits of Intellectual Production: Economic and Scientific Specialisation among OECD Countries », Paper n° 2, Danish Research Units for Industrial Dynamics, University of Aalborg, Aalborg.

Lawton Smith, H., J. Glasson, J. Simmie, A. Chadwick et G. Clark (2003), *Enterprising Oxford: The Growth of the Oxfordshire High-tech Economy,* Oxford Economic Observatory, Oxford.

Lester, Richard K. (2005), *Universities, Innovation, and the Competitiveness of Local Economies: A Summary Report from the Local Innovation Systems Project–Phase I.* MIT IPC Local Innovation Systems Working Paper 05-005 IPC Working Paper 05-010, *http://web.edu/lis/papers/LIS05.010.pdf.*

Locke, W., E. Beale, R. Greenwood, C. Farrell, S.Tomblin, P.-M. Dejardins, F. Strain, et G. Baldacchino (2006), *OECD/IMHE Project, Supporting the Contribution of Higher Education Institutions to Regional Development, Self Évaluation Report: Atlantic Canada*, *www.oecd.org//17/12/37884292.pdf.*

Lundvall, B.Å. (éd.) (1992), National Systems of Innovation: Towards a theory of Innovation and Interactive Learning, Pinter Publishers, Londres.

Lundvall B.Å. et S. Borrás (1997), *The Globalising Learning Economy: Implication for Innovation Policy*, The European Communities, Luxembourg.

Malmberg, A. et P. Maskell (1997), « Towards an Explanation of Regional Specialization and Industry Agglomeration », *European Planning Studies*, vol. 5, n° 1, pp. 25-41.

Martin, F. et M. Trudeau (1998), *The Economic Impact of Canadian University R&D*, AUCC publications, Ottawa.

Martin, R. et P. Morrison (2003), « Thinking about the Geographies of Labour», in R. Martin et S. Morrison (éds.), *Geographies of Labor Market Inequality*, Routledge, Londres, pp.3-20.

Mathiessen, Christian Wichman, Annette Winkel Schwarz et Søren Find (2005), *Research Output and Cooperation: Case Study of the Øresund Region: An Analysis Based on Bibliometric Indicators*, University of Copenhagen, Copenhague.

McClelland, C.E. (1988), « To Live for Science: Ideals and Realities at the University of Berlin », in T. Bender (éd.), *The University and the City. From Medieval Origins to the Present,* Oxford University Press, New York/Oxford, pp. 181-197.

Morgan, K. (1997), « The Learning Region: Institutions, Innovation and Regional Renewal », *Regional Studies*, vol. 31, n° 5, pp. 491-403.

Myrdal, G. (1957), *Economic Theory and Under-Developed Regions,* Gerald Duckworth, Londres.

OCDE (1999), *The Response of Higher Education Institutions to Regional Needs,* OCDE, Paris.

OCDE (2001a), *Cities and Regions in the Learning Economy*, OCDE, Paris.

OCDE (2001b), *Managing University Museums*, OCDE, Paris.

OCDE (2003a), *Funding of Public Research and Development: Trends and Changes*, OCDE, Paris.

OCDE (2003b), *OECD Territorial Reviews: Öresund, Denmark/Sweden*, OCDE, Paris.

OCDE (2003c), « Upgrading Workers' Skills and Competencies », *Employment Outlook,* OCDE, Paris.

OCDE (2004), *OECD Territorial Reviews: Busan, Korea*, OCDE, Paris.

OCDE (2005a), *OECD Territorial Reviews: Finland*. OCDE, Paris.

OCDE (2005b), *Economic Surveys: Korea*, OCDE, Paris

OCDE (2005c), *Economic Surveys: Mexico*, OCDE, Paris

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

OCDE (2005d), *Economic Surveys: The Netherlands*, OCDE, Paris

OCDE (2005e), *Economic Surveys: United Kingdom*, OCDE, Paris

OCDE (2005f), *Reviews of National Policies for Education: University Education in Denmark*, OCDE, Paris.

OCDE (2006a), « The Contributions of Higher Education Institutions to Regional Development: Issues and Policies », GOV/TDPC(2006)16, OCDE, Paris.

OCDE (2006b), *Economic Surveys: Australia*, OCDE, Paris

OCDE (2006c) *Economic Survey: Brazil*, OCDE, Paris

OCDE, (2006d), *Economic Surveys: Canada*, OCDE, Paris

OCDE, (2006e), *Economic Surveys: Denmark*, OCDE, Paris

OCDE (2006f), *Economic Surveys: Finland*, OCDE, Paris

OCDE (2006g), *Building a Competitive City-Region: The Case of Newcastle in the North East*, OCDE, Paris.

OCDE (2006h), *Skills Upgrading. New Policy Perspectives,* OCDE, Paris.

OCDE (2006i), *Measuring the Effects of Education on Health and Civic Engagement* (Proceedings of the Copenhagen Symposium), OCDE, Paris, *www.oecd.org/edu/socialoutcomes/symposium*.

OCDE (2006j), *Main Science and Technology Indicators*, OCDE, Paris.

OCDE (2007a), Supporting the Contribution of Higher Education Institutions to Regional Development, *www.oecd.org/edu/higher/regionaldevelopment*.

OCDE (2007b), *Economic Surveys: Sweden*, OCDE, Paris.

OCDE (2007c), *Economic Surveys: Spain*, OCDE, Paris.

OCDE (2007d), *Understanding the Social Outcomes of Learning*, OCDE, Paris, à paraître.

OCDE (2008), *OECD Review of Tertiary Education. Final Report*, OCDE, Paris, à paraître.

OPDM (Office for Deputy Prime Minister) (2004), *Competitive European Cities, Where Do the Core Cities Stand?*, *www.communities.gov.uk/pub/44l/CompetitiveEuropeanCitiesWhereDoTheCoreCitiesStandFullReportPDF444Kb_id1127441.pdf*.

Paytas, J., R. Gradeck et L. Andrews (2004), *Universities and the Development of Industry Clusters. Paper for the Economic Development Administration*, US Department of Commerce, Centre for Economic Development, Carnegie Mellon University, Pittsburg, Pensylvanie.

Peck, J. (1996), *Workplace: The Social Regulation of Labor Markets,* Guildford Press, New York et Londres.

Piore, M.J. et Sabel, C.F. (1984), *The Second Industrial Divide. Possibilities for Prosperity*, Free Press, New York.

Porter, M.E. (1990), *The Competitive Advantage of Nations,* Mac Millan, Basingstoke.

Porter, M.E. (1998), « Location, Clusters and the New Economics of Competition », *Business Economics,* vol. 33, n° 1, pp. 7-17.

Porter, M.E. (2003), « The Economic Performance of Regions », *Regional Studies,* vol. 37, n° 6/7, pp. 549-78.

Rosenfeld, S. (1998) *Technical Colleges, Technology Deployment and Regional Development,* document de synthèse préparé pour l'OCDE, Regional Technology Strategies Inc., Chapel Hill, North Carolina.

Rothwell, R. et W. Zegveld (1982), *Innovation and the Small and Medium-Sized Firm*. Frances Pinter, Londres.

Scott, A. et M. Storper (2002), « Regions, Globalization and Development », *Regional Studies*, vol. 37, pp. 579-593.

Simmie J., J. Sennett, P. Wood et D. Hart (2002), « Innovation in Europe, a Tale of Networks, Knowledge and Trade in Five Cities », *Regional Studies*, vol. 36, pp. 47-64.

Smith, T. et C. Whitchurch (2002), « The Future of the Tripartitite Mission: Re-Examining the Relationship Linking Universities, Medical Schools and Health Systems», *Higher Education Management and Policy*, vol. 14, n° 2, OCDE, Paris.

The Finnish Higher Education Evaluation Council (2006), The Finnish Higher Education Evaluation Council website, *www.kka.fi/english*, consulté le 3 janvier 2006.

Vestergaard, J. (2006), « HEIs and Their Regions – an Innovation System Perspective », Document présenté au Comité de gestion du projet OCDE/IMHE, 10 avril 2006, Paris.

Wittrock, B. (1993), « The Modern University: the Three Transformations », in S. Rothblatt et B. Wittrock (éds.), *The European and American University Since 1800. Historical and Sociological Essays,* Cambridge University Press, Cambridge, pp. 303-362.

World Bank Group (2002), *Constructing Knowledge Societies: New Challenges for Tertiary Education, www1.worldbank.org/education/tertiary/cks.asp*.

Young, S. et R. Brown (2002), « Globalisation and the Knowledge Economy », in N. Hood, J. Peat, E. Peters et S. Young (éds.), *Scotland in a Global Economy: The 20:20 Vision*, Palgrave Macmillan, Hampshire.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Table des matières

Résumé 11

Chapitre 1. **Remarques introductives** 21
Introduction 22
L'étude de l'OCDE 26

Chapitre 2. **Les moteurs de l'engagement régional** 31
Évolution de la réflexion sur le développement régional et la place de l'enseignement supérieur 33
Évolution des perspectives de l'enseignement supérieur et rôle des régions 38
Synthèse : Les EES, un lien entre l'échelon mondial et l'échelon local 43

Chapitre 3. **Obstacles à l'engagement régional de l'enseignement supérieur** 47
La politique de l'enseignement supérieur, des sciences et technologies et du marché du travail 48
Financer l'engagement régional 54
Structures régionales et gouvernance 59
Gouvernance, leadership et management de l'enseignement supérieur 62
Conclusions 67
Notes 68

Chapitre 4. **Les régions et leurs établissements d'enseignement supérieur** 71
Australie 72
Brésil 75
Canada 78
Danemark 82
Finlande 87
Corée 90
Mexique 94
Pays-Bas 97
Norvège 100
Espagne 103
Suède 109
Royaume-Uni : Angleterre 113

La coopération transfrontalière entre le Danemark et la Suède 117
Conclusions 120
Notes 122

Chapitre 5. **La contribution de l'enseignement supérieur à l'innovation économique régionale : Surmonter les obstacles** 127
Augmenter les possibilités d'engagement des établissements d'enseignement supérieur 134
Pratiques et instruments des pouvoirs publics 142
Conclusions 153
Notes 154

Chapitre 6. **Contribution de l'enseignement supérieur à la formation du capital humain dans la région : Surmonter les obstacles** . . . 157
Élargir l'accès 159
Améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail 167
Attirer les talents dans la région et les y retenir 175
Coordination stratégique du système régional de ressources humaines 176
Conclusions : Gérer le système régional de ressources humaines . . 178
Notes 179

Chapitre 7. **La contribution de l'enseignement supérieur au développement social, culturel et environnemental : Surmonter les obstacles** 181
La santé et le bien public 184
Les industries culturelles et créatives 188
La viabilité écologique 192
Conclusion : De l'université entrepreneuriale à l'université impliquée dans la vie de la société 195
Notes 198

Chapitre 8. **Développement du potentiel de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et les régions** 201
Le pilier « enseignement supérieur » 202
Le pilier « région » 213
Mise en place du tablier 217
Réaliser le potentiel de l'enseignement supérieur pour participer au développement régional 220
Notes 221

Chapitre 9. **Pistes pour l'avenir** 223
Les autorités nationales 224
Les autorités régionales et locales 225
Les établissements d'enseignement supérieur 226

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007

Annexe A. Projet de l'OCDE sur la contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional, Rapport d'autoévaluation : Questions à examiner 229

Annexe B. Politiques fondées sur l'innovation et concernant l'engagement régional des établissements d'enseignement supérieur et caractéristiques d'une sélection de pays de l'OCDE 245

Bibliographie 259

Encadrés

2.1. Les universités suisses de sciences appliquées. 40
3.1. La Nouvelle université pour l'innovation régionale (NURI) en Corée. 49
5.1. Exemples de programmes de liaison avec l'industrie dans les pays de l'OCDE 137
5.2. Trois programmes modèles de grappes 140
5.3. Le programme de l'université de Twente. 143
5.4. Les points d'accès des PME à la base de connaissances universitaire 146
5.5. Moderniser le tissu industriel existant dans les régions de Castellón (Espagne) et du Nord-Est de l'Angleterre 148
5.6. Les Cités des sciences et de la technologie 150
5.7. Exemples de réseaux d'enseignement supérieur soutenant la croissance de l'économie fondée sur les connaissances 152
6.1. Le programme australien de promotion de l'équité. 160
6.2. Paraná, Brésil : Rôle des autorités locales dans l'expansion de l'enseignement supérieur 162
6.3. L'université de Moncton : Symbole de la fierté culturelle et catalyseur du développement économique local. 163
6.4. Élargissement de l'accès aux études supérieures grâce à l'enseignement à distance dans les zones isolées. 164
6.5. Élargissement de l'accès aux études supérieures dans le Nord-Est de l'Angleterre 166
6.6. Équilibrage de l'offre et de la demande sur le marché du travail. . . 168
6.7. Formation en milieu professionnel. 170
6.8. Programmes de développement ciblant les besoins régionaux 171
6.9. Intégration de l'engagement régional dans l'enseignement de base 173
6.10. Amélioration de l'entrepreneuriat 174
6.11. *Fast Forward*, programme de développement en gestion pour étudiants à fort potentiel. 176
7.1. Les efforts communs déployés dans la région de Jyväskylä pour relever les défis du vieillissement de la population 186

7.2. La contribution des industries culturelles et créatives au processus de développement régional 191
7.3. L'Institut pour la viabilité, la santé et l'engagement régional (iSHARE) 194
7.4. Le service social obligatoire pour les étudiants de l'enseignement supérieur au Mexique 196
8.1. La gestion de l'enseignement supérieur à l'université des sciences appliquées de Jyväskylä à l'appui de son engagement régional 203
8.2. Récompenser l'engagement régional du personnel 206
8.3. Régions de la connaissance 207
8.4. Associations régionales de l'enseignement supérieur appuyant le développement régional dans le nord-est de l'Angleterre et dans la région d'Öresund 209
8.5. Canada atlantique (APECA) 215
8.6. Exemples de coopération stratégique dans les régions 217
8.7. Initiatives des pouvoirs publics centraux à l'appui des priorités régionales des établissements d'enseignement supérieur. 219

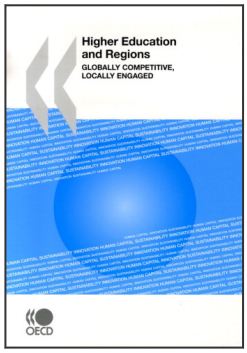
Tableaux

3.1. Engagement des EES vis-à-vis de l'extérieur 66
5.1. Importance ressentie des autres moyens de transfert des connaissances des universités aux entreprises 130
5.2. Activités de recherche et d'innovation menées par les universités dans une sélection de pays européens 131
5.3. Sources d'information et de connaissances servant aux activités d'innovation dans l'industrie manufacturière (en 2000) 131
5.4. Évolution de l'action publique en faveur des systèmes d'innovation régionaux et des grappes 133
5.5. La coopération des entreprises avec les établissements de recherche dans le domaine de l'innovation de produits, par taille d'entreprise et en pourcentage 145
B.1. Politiques fondées sur l'innovation et concernant l'engagement régional des établissements d'enseignement supérieur et caractéristiques d'une sélection de pays de l'OCDE 246

Graphiques

2.1. Modèle fermé d'interface EES/région 43
2.2. Politiques nationales influant sur les relations entre les EES et la région 44
2.3. Des EES multimodaux et multiéchelons en prise avec leur région 45
7.1. Revitaliser la région, adaptation du modèle de Barnley 183

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RÉGIONS – ISBN 978-92-64-03416-7 – © OCDE 2007



Extrait de :

Higher Education and Regions

Globally Competitive, Locally Engaged

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/9789264034150-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « La contribution de l'enseignement supérieur au développement social, culturel et environnemental : Surmonter les obstacles », dans *Higher Education and Regions : Globally Competitive, Locally Engaged*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264034174-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.